
Chambre des Représentants.

SESSION DE 1905-1906.

BUDGETS DES RECETTES ET DES DÉPENSES

POUR L'EXERCICE 1906.

EXPOSÉ GÉNÉRAL.

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à la Législature treize projets de loi formant le Budget général des Recettes et des Dépenses du Royaume pour l'exercice 1906, ainsi que le projet de Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre.

Le projet de loi contenant le Budget des Voies et Moyens renferme, au titre I^{er}, un certain nombre de dispositions d'ordre fiscal.

D'après l'ensemble des projets formant le Budget général, le bilan présumé de l'exercice 1906 s'établit ainsi qu'il suit :

Montant des évaluations de recettes . . fr.	558,863,927 90
— prévisions de dépenses . . .	557,805,483 52
Soit un excédent de recettes de . . . fr.	1,058,444 38

Le tableau suivant présente le détail de ces chiffres mis en regard de ceux du Budget de 1905 :

DÉSIGNATION DES BUDGETS.		MONTANT DES BUDGETS		DIFFÉRENCES.	
		votés pour l'exercice 1905.	en projet pour l'exercice 1906.	Augmentations.	Diminutions.
Dettes publiques	Dépenses ordinaires . .	156,824,491 92	164,757,285 52	7,932,793 60	»
	— exceptionnelles .	»	»	»	»
Dotations	— ordinaires . .	5,360,488 »	5,425,367 »	64,879 »	»
	— exceptionnelles .	»	»	»	»
Ministère de la Justice . . .	— ordinaires . .	25,642,300 »	27,178,100 »	535,800 »	»
	— exceptionnelles .	1,830,000 »	1,420,000 »	»	410,000 »
— des Affaires Étran- gères	— ordinaires . .	3,587,033 »	3,795,793 »	208,760 »	»
	— exceptionnelles .	»	»	»	»
— de l'Intérieur et de l'Instruction publique.	— ordinaires . .	31,264,115 »	32,254,207 »	990,092 »	»
	— exceptionnelles .	4,798,076 35	1,582,000 »	»	3,216,076 35
— de l'Agriculture . .	— ordinaires . .	13,308,322 »	13,509,222 »	200,900 »	»
	— exceptionnelles .	739,008 66	477,353 01	»	261,655 65
— de l'Industrie et du Travail	— ordinaires . .	20,346,267 »	21,656,067 »	1,309,800 »	»
	— exceptionnelles .	1,576,550 »	115,000 »	»	1,461,550 »
— des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.	— ordinaires . .	173,047,207 »	182,041,839 »	8,994,632 »	»
	— exceptionnelles .	2,827,500 »	90,000 »	»	2,737,500 »
— de la Guerre	— ordinaires . .	50,063,508 49	50,120,883 49	57,375 »	»
	— exceptionnelles .	4,387,100 »	4,525,880 »	138,780 »	»
Gendarmerie	— ordinaires . .	7,228,713 25	7,271,304 50	42,591 25	»
	— exceptionnelles .	1,420,595 »	1,402,100 »	»	18,495 »
Ministère des Finances et des Travaux publics	— ordinaires . .	34,480,422 »	35,167,082 »	686,660 »	»
	— exceptionnelles .	2,590,000 »	1,920,000 »	»	670,000 »
Non-Valeurs et Remboursements		3,096,000 »	3,096,000 »	»	»
TOTAL . . .					
	Dépenses ordinaires . .	525,248,867 66	546,273,150 51	21,024,282 85	»
	— exceptionnelles .	20,168,830 01	11,532,333 01	138,780 »	8,775,277 »
TOTAL GÉNÉRAL		545,417,697 67	557,805,483 52	21,163,062 85	8,775,277 »
Voies et Moyens			558,863,927 90		
EXCÉDENT DES RECETTES			1,058,444 38	+ 12,387,785 85	

En ce qui concerne les recettes, le tableau suivant indique par branche de revenu, comparativement au Budget de 1905, les augmentations et les diminutions qui résultent du nouveau projet de Budget des Voies et Moyens :

	Augmentations.	Diminutions.
ART. 1 ^{er} . Contribution foncière . fr.	343,000 »	»
» 2. Contribution personnelle .	477,000 »	»
» 3. Droit de patente	350,000 »	»
» 4. Douanes.	1,945,628 »	»
» 5. Accises	1,137,100 »	»
» 7. Recettes diverses	»	900,000 »
» 8. Enregistrement et transcrip- tion	2,500,000 »	»
» 16. Rivières et canaux	»	50,000 »
» 19. Chemin de fer	5,500,000 »	»
» 20. Télégraphes et téléphones .	900,000 »	»
» 21. Postes	1,007,760 »	»
» 25. Forêts	90,000 »	»
» 26. Dépendances du chemin de fer	125,000 »	»
» 28. Produits divers et acciden- tels, y compris ceux des examens universitaires .	30,000 »	»
» 29. Revenus des domaines . . .	50,000 »	»
» 31. Produit de la vente des per- mis de pêche.	»	30,000 »
» 43. Produit du placement des fonds disponibles du Tré- sor.	»	300,000 »
» 44. Dividendes des actions de la Compagnie du Chemin de fer du Congo	125,000 »	»
» 45. Intérêts et dividendes des actions de la Société natio- nale des Chemins de fer vicinaux	300,000 »	»
» 47 (nouveau). Quote-part de l'État dans le dividende attribué pour l'exercice		
A REPORTER. . . fr.	14,880,488 »	1,280,000 »

REPORT.		fr. 14,880,488 » 1,280,000 »
1905 aux actionnaires de la Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles .		200,000 »
ART. 48 (47 ancien). Frais de percep- tion des centimes provin- ciaux et communaux . .		30,000 » »
» 54 (53 ancien). Recettes diverses et accidentelles		100,000 » »
» 60 (59 ancien). Part des provin- ces et des communes dans le paiement des pensions des instituteurs commu- naux		121,200 » »
» 64 (nouveau). Versement à effec- tuer par la Chine en amor- tissement de la quote-part d'indemnité attribuée aux sociétés et particuliers bel- ges à la suite des troubles de 1900		1,237,812 90 »
		Fr. 16,569,500 90 1,280,000 »
AUGMENTATION.		fr. 15,289,500 90

Les augmentations et les diminutions relevées aux deux tableaux qui précèdent sont justifiées dans les notes préliminaires qui se trouvent en tête des divers projets de Budget.

L'IMPÔT SUR LES EAUX-DE-VIE. — EFFETS DE LA LÉGISLATION :
CONSOMMATION HUMAINE, EXPORTATION, USAGES INDUSTRIELS.

Depuis le dernier relèvement des droits d'entrée et d'accise sur les eaux-de-vie (loi du 18 février 1903), le Gouvernement a cru devoir consacrer un chapitre spécial de l'Exposé général du

Budget aux faits se rapportant à la consommation de l'alcool. Il a inséré dans les Exposés de 1904 et de 1905 la statistique de la consommation annuelle d'alcool de bouche dans le pays depuis 1890. Le chiffre de cette consommation, on le sait, échappe à toute constatation directe et précise : on ne peut l'établir qu'en déduisant du total de la production indigène et des importations les quantités exportées et celles qui, après dénaturation, sont employées à des usages industriels.

Les droits sur les eaux-de-vie ont été relevés à deux reprises dans le cours des dix dernières années : une première fois par la loi du 17 juin 1896, une seconde fois par celle du 18 février 1903. Le tableau statistique de l'Exposé général de 1905 indique les effets successifs de ces lois au point de vue de la consommation humaine d'alcool : tandis qu'elle avait gravité autour de 10 litres de 1890 à 1895, elle est descendue à 9 litres par tête à la suite du relèvement de 1896 et elle est tombée au-dessous de 6 litres à la suite du relèvement de 1903.

Dès 1904, le Gouvernement a tenu à vérifier par une enquête le fait ainsi révélé; l'Exposé de 1905 résume les informations recueillies dans les différentes régions du pays sur les diverses manières dont se manifeste la réduction de la consommation.

Après avoir passé en revue les principales causes qui, en dehors du relèvement de l'impôt, agissent sur la consommation humaine, le même document renferme la constatation suivante : « Le relèvement de 1903, superposé au précédent, réalisant à » un haut degré l'influence inhérente au renchérissement du » produit, et, du même coup, développant l'efficacité des insti- » tutions et des œuvres mentionnées plus haut, a été l'instru- » ment d'un véritable triomphe remporté sur l'alcoolisme. »

La prévision qui se dégageait dès lors de l'ensemble des éléments de conviction recueillis s'est vérifiée : le chiffre de 6 litres par tête d'habitant peut être considéré comme donnant actuellement la mesure de la consommation.

Voici le tableau statistique mis au point des derniers faits officiellement connus :

Eaux-de-vie. — Situation des années 1890 à 1905.

		1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.	1901.	1902.	1903.	1904.	1905. 8 mois.
		— H. à 50°.	— H. à 50°.	— H. à 50°.	— H. à 50°.	— H. à 50°.	— H. à 50°.	— H. à 50°.	— H. à 50°.	— H. à 50°.	— H. à 50°.	— H. à 50°.	— H. à 50°.	— H. à 50°.	— H. à 50°.	— H. à 50°.	— H. à 50°.
Fabrication indigène.	Quantités légalement con- statées	566,284	588,135	587,822	584,370	584,731	628,431	546,471	592,645	593,341	678,456	716,951	736,905	657,165	492,213	658,034	412,923
	Excédents indemnes sous l'ancien régime (8 % des quantités légalement con- statées)	45,303	47,051	47,026	46,720	46,776	50,272	43,712	31,600	»	»	»	»	»	»	»	»
	Total de la production. . .	611,587	635,186	634,848	631,090	631,507	678,703	590,183	624,245	593,341	678,456	716,951	736,905	657,165	492,213	658,034	412,923
	Importations	15,050	16,429	16,309	16,020	18,041	18,286	17,642	12,173	12,484	12,297	13,960	17,837	11,850	10,471	10,622	7,541
	TOTAUX.	626,637	651,615	651,157	647,110	649,548	696,989	607,825	636,418	605,825	690,753	730,911	754,742	669,015	502,684	668,656	420,464
	Exportations avec décharge des droits.	17,418	10,202	9,798	4,302	4,453	4,761	3,740	2,972	26,161	108,868	83,567	58,349	52,187	67,413	161,100	85,483
Reste pour la consommation. . . .		609,219	641,413	641,359	642,808	645,095	692,225	604,085	633,445	579,664	581,885	647,344	696,393	616,728	435,271	507,556	334,981
Quantités utilisées à des usages in- dustriels (*)		15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	20,047	26,368	40,129	65,172	94,290	67,124
Quantités destinées à la consomma- tion humaine		594,219	626,413	626,359	627,808	630,095	677,225	589,085	618,446	564,664	566,885	627,297	670,025	576,599	370,099	413,266	267,857
Population (*)		6,069,321	6,129,054	6,189,375	6,250,289	6,311,803	6,373,922	6,436,651	6,500,001	6,563,973	6,628,573	6,693,810	6,759,690	6,826,219	6,893,463	6,961,248	7,006,920
Consommation présumée (*) par tête d'habitant. (Nombre de litres.) . .		9 lit. 79	10 lit. 22	10 lit. 12	10 lit. 04	9 lit. 98	10 lit. 62	9 lit. 15	9 lit. 51	8 lit. 60	8 lit. 55	9 lit. 37	9 lit. 91	8 lit. 45	5 lit. 37	5 lit. 94	(5) 5 lit. 76
		10 lit. 03					9 lit. 76			8 lit. 98							

- (1) Dont 395,203 hectolitres produits sous le régime antérieur à la loi du 15 avril 1896 et 197,442 sous le nouveau régime.
- (2) Antérieurement à la loi de 1896, il n'était pas accordé décharge de l'accise pour les alcools utilisés à des usages industriels; après enquête, on a évalué à 15,000 hectolitres la quantité d'alcool employée annuellement à ces usages antérieurement à 1897. En 1897, la quantité utilisée avec décharge de l'accise par les industries employant de l'alcool a été de 10,000 hectolitres environ. On estime que la différence de 5,000 hectolitres a continué d'être utilisée sans décharge des droits; cette quantité est comprise dans les chiffres mentionnés pour les années 1897 à 1905.
- (3) La population de 1890 et de 1900 s'entend de la population de droit accusée par le recensement décennal. Pour les autres années, la population a été établie d'après une progression constante résultant des chiffres de 1890 et de 1900.
- (4) La réalité ne répond à cette présomption que pour autant que le stock existant au 1^{er} janvier n'ait subi ni augmentation ni réduction dans le courant de l'année.
- (5) Ce chiffre a été calculé sur la base des faits constatés pendant les huit premiers mois; tenant compte de ce que la production est plus active pendant le quatrième trimestre, on estime que le chiffre de la consommation par tête atteindra 6 litres environ pour l'année entière.

Il était intéressant de comparer, au point de vue de la question qui nous occupe, la situation de notre pays à celle des nations qui habitent les régions centrales et septentrionales de l'Europe. Cette comparaison fait l'objet du tableau suivant :

Tableau indiquant le chiffre de la consommation d'alcool par tête d'habitant dans les principaux pays d'Europe (¹).

PAYS.	Quantités d'alcool à 50° consommées	
	en 1894.	en 1903
	Litres.	Litres.
Danemark	15 »	13.95
Hongrie.	11. »	8. »
Autriche	10. »	12. »
Belgique	9.98	5.94 (²)
Pays-Bas	8.91	7.82
Allemagne	8.82	8. »
France	8.09	7.09
Suède	7. »	7.50
Suisse	5.81 (³)	4.18 (³)
Russie	4.68	4.68
Grande-Bretagne	4.40	4.50
Norwège	3.82	3.18

(¹) La plupart des chiffres de ce tableau sont extraits d'un rapport présenté le 11 août 1904 par le *Board of Trade* à la Chambre des communes d'Angleterre.

(²) Pour la Belgique, on a porté dans la deuxième colonne le chiffre de 1904, l'année 1903 devant être considérée comme anormale à cause du relèvement des droits décrété par la loi du 18 février 1903.

(³) Les chiffres concernant la Suisse sont extraits des rapports du Conseil fédéral sur la gestion et le compte de la Régie des alcools.

Il ressort de ce tableau :

En premier lieu, que la Belgique, qui venait au quatrième rang en 1904 par l'importance de la consommation par tête, ne se trouve plus aujourd'hui qu'au huitième rang ;

En second lieu, que si cette consommation s'est réduite à peu près partout, le progrès est de beaucoup plus marquant dans notre pays que partout ailleurs.

Lorsque se manifestèrent les premiers effets du relèvement des droits de 1903, on était assez généralement porté à les considérer comme purement passagers, et beaucoup pensaient que la consommation ne tarderait point à reprendre son niveau. Or aucune tendance sensible vers cette réaction n'apparaît ni en 1904 ni en 1905 ; on observe de plus en plus, au contraire, au sein des classes qui ont une part prédominante dans la consommation, les habitudes nouvelles auxquelles faisait allusion l'Exposé général du Budget pour 1905 : en même temps que la propagande morale développe son efficacité, que les œuvres de tempérance, les institutions de prévoyance et d'épargne se multiplient et voient grossir le nombre de leurs adhérents, — les sports, les excursions et les voyages, mis à la portée de presque tous par l'association et par les facilités de communication, absorbent une partie de plus en plus grande du temps et de l'argent qui étaient dépensés au cabaret.

Tout permet de croire que ces causes seront assez puissantes pour contrebalancer la tendance qui pourrait agir dans le sens d'une reprise de la consommation, et que le progrès constaté depuis deux ans grâce au relèvement de l'impôt est réel et définitivement acquis.

Comme le faisait remarquer l'Exposé général de 1905, la distillerie belge trouve dans le développement de l'exportation et des usages industriels de l'alcool la compensation de ce qu'elle perd par le fait de la dépression de la consommation d'alcool de bouche dans le pays. A ce double débouché s'ajoute la production de la levure pour la vente, industrie nouvelle qui a pris naissance grâce à la réforme du régime fiscal de la

distillerie par la loi du 15 avril 1896 : cette industrie produit actuellement 8 millions de kilogrammes de levure de panification, marchandise que nous tirions jadis entièrement de l'étranger.

L'IMPÔT SUR LES SUCRES. — LA CONSOMMATION DU SUCRE ET LA CHARGE FISCALE DU CHEF DE CETTE CONSOMMATION.

La loi du 21 août 1903 a réduit à 20 francs par 100 kilogrammes les droits de douane et d'accise sur le sucre raffiné et ce taux a été confirmé par l'article 4 de la loi du 26 décembre 1904.

L'accise revenait antérieurement à fr. 51.13 et la consommation intérieure de sucre était évaluée en dernier lieu à 60 millions de kilogrammes au maximum.

« Un dégrèvement de 60 %, disait l'Exposé des motifs de la loi de 1903, aura indubitablement pour effet de développer notablement la consommation intérieure du sucre et des produits fabriqués à l'aide de cette denrée : chocolats, biscuits, confitures, fruits confits, etc. » Cette prévision s'est largement vérifiée : dès 1904, la quantité mise en consommation s'est élevée à 83,078,000 kilogrammes.

L'impôt sur les sucres ne doit pas être envisagé simplement en lui-même : il convient de considérer l'ensemble du régime fiscal appliqué à ce produit et à ceux qui sont les principaux véhicules de sa consommation; tels sont le chocolat, le thé et le café.

Le cacao, matière première du chocolat, ainsi que le thé et le café, ont été, à l'initiative du Gouvernement actuel, dégrévés de tout impôt. La Belgique est le seul pays d'Europe où chacune de ces denrées soit entièrement affranchie des droits de douane; et comme elle a, en même temps, un tarif très modéré quant à l'impôt sur le sucre, le consommateur belge se trouve, au point de vue d'ensemble qui vient d'être marqué, dans une situation des plus favorisées. C'est ce qui ressort du tableau comparatif suivant :

ANNÉE 1904.

PAYS.	POPULATION.	TAUX du droit de consom- mation sur le sucre raffiné (par 100 kil).	QUANTITÉS de sucre mises en consumma- tion.	MONTANT DES DROITS PERÇUS SUR					CHARGE FISCALE résultant de l'ensemble des droits perçus sur les quatre produits		Observations.
				le sucre.	le café.	le thé.	le cacao.	les quatre produits.	par 100 kil. de sucre mis en consom- mation.	par tête d'habitant.	
Allemagne.	56,367,178 au 1 ^{er} décembre 1900.	FR. C. 17 50	KIL. 945,087,000	FR. 166,108,000	FR. 89,477,000	FR. 3,914,000	FR. 11,482,000	FR. 270,981,000	FR. C. 28 67	FR. C. 4 81	(1) Taxe de raffinage.
Angleterre.	41,458,721 au 1 ^{er} avril 1901.	10 23	1,521,161,000	150,629,000	4,502,000	197,692,000	4,714,000	356,937,000	23 46	8 61	
Autriche-Hongrie	45,405,267 au 31 décembre 1900.	39 90	582,950,000	172,338,000	45,799,000	2,752,000	1,316,000	222,205,000	58 02	4 89	
Belgique	6,961,248 au 31 décembre 1904.	20 »	83,078,000	16,414,000	Libre.	Libre.	Libre.	16,414,000	19 75	2 35	
Espagne	18,607,674 au 31 décembre 1900.	25 »	86,151,000	22,758,000	14,125,000	229,000	6,389,000	43,501,000	50 49	2 34	
France	38,961,945 au 24 mars 1902	25 » + 2 » (1)	592,421,000	148,113,000	103,578,000	2,307,000	22,672,000	276,680,000	46 70	7 10	
Italie	32,475,253 au 10 février 1901.	70 15	109,963,000	74 241,000	23,046,000	131,000	480,000	97,898,000	89 02	3 01	
Pays-Bas	5,104,137 au 31 décembre 1899.	56 97	74,226,000	42,286,000	Libre.	2,104,000	Libre.	44,390,000	59 80	8 70	
Russie	105,896,634	28 49	734,192,000	313,095,000	13,656,000	259,180,000	3,292,000	589,223,000	80 25	5 59	
Suède	5,130,441	17 95	99,742,000	12,753,000	4,594,000	158,000	122,000	17,627,000	17 67	3 43	
Suisse	3,315,443	9 »	80,780,000	6,730,000	346,000	194,000	70,000	7,340,000	9 09	2 21	

[N° 4]

(x)

On le voit, la Suisse et la Suède sont, parmi les principaux pays d'Europe, les seuls où le taux de la charge fiscale supportée par le consommateur du chef des quatre denrées que nous considérons ici — calculé par rapport à 100 kilogrammes de sucre mis en consommation — soit moins élevé qu'en Belgique.

LES IMPÔTS DE CONSOMMATION EN GÉNÉRAL.

Les considérations qui viennent d'être exposées au sujet des droits sur les alcools et des droits sur les sucres amènent naturellement à envisager dans son ensemble la question des impôts de consommation.

Dans des vues d'hygiène sociale, nous avons, d'une part, établi une imposition très élevée sur une boisson nuisible, et, d'autre part, supprimé celles qui grevaient les boissons essentiellement hygiéniques et réduit les droits sur les sucres. Aucune autre taxe de consommation n'ayant été créée ni modifiée, il est intéressant de rechercher l'influence finale de ces trois mesures sur la charge fiscale supportée par le contribuable du chef des impôts de consommation.

En 1894, les droits de douane et d'accise perçus sur les alcools se sont élevés à 39,386,262 francs; la population étant alors de 6,311,803 habitants, la charge de ces droits représentait, par tête d'habitant fr. 6 24

Pendant la même année, la consommation du sucre, exprimée en raffiné, était estimée à 50,000,000 de kilogrammes, ce qui donne, au taux de fr. 51.13 les 100 kilogrammes, une somme totale de 25,565,000 francs, soit par habitant 4 05

Enfin le produit des droits d'entrée sur le cacao, le thé et le café s'est élevé pendant la dite année à 2,570,012 francs, soit par habitant. 0 41

La charge par habitant du chef de ces divers impôts réunis atteignait donc en 1894 fr. 10 70

Les droits sur le cacao, le thé et le café ont été supprimés respectivement en 1895, en 1897 et en 1903.

Pour l'année 1904, les recettes sur les eaux-de-vie se sont élevées à 52,845,073 francs, soit par habitant, la population étant de 6,961,248 habitants fr. 7 59

L'impôt sur les sucres a rapporté pendant la même année 16,806,590 francs, soit par habitant. 2 41

CHARGE TOTALE. fr. 10 00

Il est donc constant que les mesures votées sous le Gouvernement actuel en matière d'impôts de consommation, loin de grever davantage la masse de la nation, ont eu finalement pour résultat de réduire ses charges fiscales.

La conclusion serait bien plus péremptoire encore si, au lieu de s'en tenir aux chiffres absolus, on faisait entrer en ligne de compte l'accroissement des facultés de l'ensemble des consommateurs par suite du progrès de la richesse publique dans le cours de la dernière période décennale.

LA COMPTABILITÉ BUDGÉTAIRE. — RÉFORMES.

Quiconque examine le Budget général avec le souci de la prospérité financière du pays doit se préoccuper de savoir jusqu'à quel point ce Budget enregistre fidèlement la gestion des finances publiques et en fait apparaître sincèrement l'état. Ainsi se pose la question de la comptabilité budgétaire.

Bien que la réforme inaugurée en 1895 sur ce terrain ait été plusieurs fois analysée dans l'Exposé général du Budget, il convient d'y insister de nouveau, d'autant plus que le projet de Budget pour 1906 présente pour la première fois l'application intégrale de cette réforme.

Pour que le Budget général soit le miroir fidèle de la situation financière, quatre conditions principales sont indispensables :

1^o Le Budget doit pourvoir à l'amortissement de la dette publique;

2° Les dépenses d'outillage économique directement ou indirectement productives et, lorsque les circonstances l'imposent, les dépenses d'un caractère tout exceptionnel ayant pour objet la défense nationale, pouvant seules légitimer le recours à l'emprunt, le Budget général doit comprendre toutes les autres dépenses, même celles qui n'ont pas le caractère de périodicité et de permanence des dépenses du service ordinaire et qu'on appelle pour ce motif « dépenses exceptionnelles »;

3° Dans un pays où l'État assume des régies industrielles telles que l'exploitation des chemins de fer, le Budget général doit supporter non seulement les frais d'entretien du matériel de ces régies, mais aussi, dans la plus large mesure, les dépenses de renouvellement;

4° Les dépenses d'ordre économique, même productives, qui se règlent par annuités doivent être portées au Budget général.

Tels sont les quatre points sur lesquels porte la réforme pré-rappelée; nous allons les reprendre et les développer successivement.

PREMIER POINT : *Amortissement*. — L'obligation d'amortir la dette publique s'impose par une raison de justice : elle procède de cette considération qu'on ne peut pas faire peser indéfiniment sur les générations futures la charge de dépenses dont profite principalement la génération contemporaine de l'emprunt. Le patrimoine constitué à l'aide de l'emprunt, en effet, est sujet à une dépréciation plus ou moins rapide et plus ou moins forte, notamment par le fait des transformations industrielles et des évolutions économiques.

L'obligation d'amortir n'a jamais été contestée en principe. Mais comme l'amortissement constitue en fait une charge assez lourde, il s'est rencontré dans maints pays des gouvernements qui ont voulu s'en affranchir sous divers prétextes.

C'est ainsi qu'on a soutenu les deux thèses que voici : il n'y a pas de raison d'amortir aussi longtemps que l'État se trouve dans le cas de devoir grossir sa dette par de nouveaux emprunts ; — tout amortissement doit être suspendu lorsque le cours de la rente est au-dessus du pair.

Purs sophismes, qui dissimulent mal la préoccupation d'alléger le budget ordinaire, débiteur de l'amortissement.

La première thèse méconnaît la notion même de la dette et de son amortissement.

L'ensemble de la dette représente des dépenses qui, à l'époque où elles ont été effectuées, auraient été payées immédiatement au moyen des ressources ordinaires si celles-ci y avaient suffi, et chaque titre de la rente représente une portion de ces dépenses. L'opération de l'emprunt n'a fait que permettre à l'État de substituer à ce paiement au comptant un paiement par annuités à des prêteurs ; au point de vue de l'État, cette transformation des conditions de paiement ne change point le fond des choses : chaque emprunt pris isolément, chaque titre de rente même, sont affectés dès l'origine de l'obligation d'amortissement, laquelle n'est qu'une modalité nouvelle de l'obligation de paiement.

La seconde thèse, de son côté, méconnaît le but de l'amortissement, défini plus haut. Si ce but ne peut, à raison des circonstances, être atteint directement par une réduction de la dette actuelle, un résultat tout aussi utile aux générations futures peut et doit être assuré par l'accroissement du patrimoine collectif de la nation au moyen des deniers destinés normalement à l'amortissement de la dette.

L'essentiel est donc, au point de vue de la bonne gestion des finances publiques et d'une saine comptabilité budgétaire, que l'on porte chaque année au Budget général, en tout état de cause, une somme suffisante pour réaliser l'extinction de la dette dans le délai jugé convenable — en Belgique, le terme actuellement adopté est de quatre-vingt-un ans — et que, dans le cas où cette extinction de passif est momentanément impraticable, la dotation d'amortissement soit employée à la constitution d'un actif équivalent.

C'est par suite d'une compréhension inexacte des choses que l'habitude s'était introduite jadis de porter en recette au Budget des Voies et Moyens le montant des fonds d'amortis-

sement non employés en rachat de titres à cause de l'élévation des cours au-dessus du pair. Depuis 1896, ces fonds disponibles sont transférés aux recettes du Budget extraordinaire pour être consacrés aux dépenses d'outillage économique. Cette règle nouvelle, consacrée par la loi du 24 avril 1902, assure à tout événement — hormis le seul cas de déficit du Budget ordinaire — ce qu'on peut appeler un amortissement indirect ou par équivalence.

Afin de rendre l'équivalence complète, la loi de 1902, modifiée par celle du 26 décembre 1904, ajoute à la dotation d'amortissement de l'ensemble de la dette une dotation supplémentaire de 3.30 % des capitaux successivement portés en recette au Budget extraordinaire : de cette façon, l'action progressive de l'amortissement ne reçoit aucune atteinte du fait que le rachat de titres de la rente est suspendu.

Rappelons enfin que le taux de la dotation d'amortissement, qui était fixé à 0.20 % depuis la création, en 1873, du type de rente 3 %, a été porté à 0.30 % par la loi du 26 décembre 1904 ; sur cette dernière base, l'extinction de la dette s'opère en quatre-vingt-un ans au lieu de nonante-trois ans, terme correspondant au taux antérieur de la dotation.

Le montant des fonds d'amortissement inscrits au projet de Budget pour 1906 s'élève à 11,850,000 francs.

DEUXIÈME POINT : *Dépenses exceptionnelles.* — Le Budget extraordinaire, source de l'emprunt, ne peut avoir pour objet, en principe, que des dépenses constituant des placements. Recourir à l'emprunt pour acquitter des dépenses qui n'ont point ce caractère serait assumer pour de longues années une charge sans compensation.

C'est donc à tort qu'on a jadis porté à l'extraordinaire toute espèce de dépenses étrangères, à la vérité, aux besoins annuels des services publics, mais également étrangères à l'outillage économique du pays : réceptions publiques, fêtes nationales, subsides pour l'organisation d'expositions, construction d'écoles,

de prisons, etc., casernement de l'armée et de la gendarmerie, armement des troupes, etc., etc., tout cela se rencontrait jadis dans les Budgets extraordinaires ou dans les lois de crédits extraordinaires.

Aujourd'hui les dépenses exceptionnelles de ce genre prennent place dans une section spéciale du Budget de chaque Département ou service. Si quelques rares exceptions à cette règle nouvelle existent encore, les dépenses qu'elles ont pour objet sont couvertes, et bien au delà, par les bonis du Budget ordinaire : c'est ce qui est établi au paragraphe II de la Note préliminaire du projet de Budget extraordinaire pour 1905. (Document n° 122 de la Chambre des Représentants, pp. 6-7.)

Voici le relevé des dépenses exceptionnelles mises depuis douze ans à charge des ressources ordinaires du Trésor :

1895. Dépenses effectuées	fr.	3,885,627 24
1896 —		14,386,988 79
1897 —		23,732,150 57
1898 —		10,791,145 49
1899 —		16,780,364 49
1900 —		13,974,845 74
1901 —		13,856,763 10
1902 —		13,653,128 48
1903 —		10,603,149 02
1904 — (Chiffre approximatif).		11,920,000 »
1905. Crédits votés		20,168,830 01
1906. Crédits proposés		11,532,333 01

TROISIÈME POINT : *Renouvellement de l'outillage des régies.* — S'il est rationnel qu'on ait recours à l'emprunt, moyennant amortissement, pour créer l'outillage des régies industrielles dont l'exploitation est lucrative pour l'État, il est inadmissible que l'on superpose à la dette née du premier établissement une nouvelle dette contractée du chef du renouvellement du matériel mis hors d'usage.

Aussi le Gouvernement a-t-il voulu créer au Budget des Chemins de fer deux fonds destinés aux dépenses de renouvellement de l'outillage. D'une part, depuis 1895, il inscrit annuellement à ce Budget une allocation de 1 million de francs applicable aux dépenses prévues au Budget extraordinaire

pour reconstruction de bâtiments, ouvrages d'art et autres installations fixes, et ce dans le but de ne faire supporter désormais par le Budget extraordinaire que la plus-value des installations nouvelles sur celles qui sont remplacées. D'autre part, une partie du crédit global porté au Budget des Chemins de fer pour l'entretien, la réparation et le renouvellement du matériel roulant est spécialement affectée depuis 1899 au renouvellement du matériel de traction et de transport (locomotives, tenders, voitures, fourgons et wagons); fixée primitivement à 2,500,000 francs, cette allocation spéciale est portée à 5 millions de francs au projet de Budget pour 1906.

On peut discuter ce dernier chiffre. Le montant de la somme à consacrer annuellement au renouvellement du matériel roulant dépend en grande partie, en effet, du système suivi par l'exploitant en matière d'outillage : les uns prolongent davantage la durée de service du matériel par des réparations et des améliorations successives; d'autres jugent préférable de le renouveler après un délai plus court, estimant qu'il y a intérêt, tout compte fait, à remplacer un matériel ancien, fatigué déjà et plus ou moins démodé, par un matériel neuf capable de rendre de meilleurs services.

Sans entrer ici dans l'examen en fait de cette question au point de vue de notre exploitation, le Gouvernement admet que le chiffre de 5 millions puisse être considéré comme un minimum; il se réserve d'en proposer encore l'augmentation par la suite dans la mesure dont l'expérience démontrerait la nécessité.

QUATRIÈME POINT : *Inscription des annuités à l'ordinaire.* — Le Budget spécial des dépenses sur ressources extraordinaires n'a d'autre raison d'être que de permettre à l'État de substituer au paiement au comptant, en ce qui concerne des dépenses d'une certaine nature, le règlement au moyen de paiements échelonnés. Dans la réalité, les intérêts et l'amortissement de la dette, portés au Budget de la Dette publique, ne représentent pas autre chose que le paiement par annuités des dépenses qui ont été soldées par l'emprunt.

Il s'ensuit qu'une charge qui, à l'origine, est payable par annuités, ne saurait trouver place au Budget extraordinaire et doit être portée au Budget général.

Ceci s'applique, entre autres, aux annuités souscrites par l'État en acquit de sa part d'intervention dans la formation du capital d'établissement des chemins de fer vicinaux.

Ces annuités, dont le montant total atteint aujourd'hui 2,370,000 francs, étaient portées jadis au Budget extraordinaire; depuis 1895, elles sont inscrites au Budget de la Dette publique, à l'instar des annuités à payer par l'État pour le service des obligations des compagnies de chemin de fer dont il a racheté les concessions.

Par application de la même règle, le Gouvernement a transféré au projet de Budget de la Dette publique pour 1906 l'annuité de 350,000 francs due par l'État du chef de sa participation dans la Société du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles, annuité qui était portée jusqu'ici au Budget extraordinaire.

Il va de soi que, dans la logique du système, les dividendes revenant à l'État à titre de co-fondateur des chemins de fer vicinaux et à titre d'actionnaire de la Société du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles, font partie des recettes du Budget des Voies et Moyens.

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS. — Comparativement au Budget général tel qu'il était dressé antérieurement à la réforme de la comptabilité, le Budget assume aujourd'hui les charges nouvelles suivantes :

1° Emploi obligatoire en toute hypothèse des fonds d'amortissement de la dette publique.

Les crédits portés de ce chef au projet de Budget pour 1906 s'élèvent ensemble à fr. 11,850,000 »

2° Dépenses exceptionnelles : montant total des divers articles inscrits au projet de Budget pour 1906 11,530,000 »

A REPORTER. . . . fr. 23,380,000 »

REPORT. . . fr. 23,380,000 »

3° Montant de l'allocation pour reconstruction de bâtiments et autres installations fixes du chemin de fer 1,000,000 »

Relèvement de l'allocation pour renouvellement du matériel roulant 2,500,000 »

3,500,000 »

4° Montant des dépenses d'ordre économique payables par annuités »

Mentionné pour mémoire, les annuités étant compensées en grande partie par les recettes transférées au Budget des Voies et Moyens.

Montant des charges nouvelles. . fr. 26,880,000 »

*
*
*

La question de la tenue du Budget général n'est pas une question de forme indifférente ou à peu près : elle est d'une extrême importance au point de vue de la bonne gestion des finances publiques. Le fait d'un exercice se soldant en déficit est souvent un accident sans conséquence ; ce qui est essentiel, c'est d'éviter que le Budget ne se trouve en état permanent de déficit sans qu'on en ait conscience, soit parce qu'on lui attribuerait un actif qui ne doit pas lui revenir, soit parce qu'on lui épargnerait des charges qu'il doit supporter.

La gestion des finances nationales n'est pas affaire de parti. Le champ ouvert aux luttes politiques offre assez de sujets de controverses pour qu'on en écarte ce qui constitue le patrimoine commun de tous les citoyens, patrimoine auquel on ne saurait porter atteinte sans s'exposer à compromettre le crédit de la nation et sa prospérité.

Le Gouvernement a le ferme espoir que les progrès réalisés dans le but de donner au Budget une base vraiment rationnelle et d'y faire apparaître nettement la situation vraie des finances de l'État, resteront irrévocablement acquis et consacrés.

LE BUDGET EXTRAORDINAIRE ET LA DETTE PUBLIQUE.

Dans la pratique suivie de nos jours, le Budget extraordinaire est le titre légal de l'émission de la dette publique. Il forme l'objet d'une loi annuelle qui ouvre au Gouvernement des crédits affectés à des dépenses extraordinaires, désigne certaines recettes extraordinaires destinées à couvrir une partie de ces dépenses, et stipule que le surplus de celles-ci sera couvert soit au moyen des excédents du Budget ordinaire, soit au moyen d'un emprunt.

Depuis dix ans le Gouvernement s'est constamment appliqué à restreindre le Budget extraordinaire aux dépenses ayant pour objet d'accroître et de perfectionner l'outillage économique du pays : chemins de fer, postes, télégraphes, routes, ports, canaux, forêts, etc.

Tels sont les objets auxquels, aujourd'hui, l'emprunt est exclusivement consacré ; si quelques autres dépenses, non productives, telles que le coût d'édifices affectés à des services publics, sont encore parfois inscrites au Budget extraordinaire, elles sont, en fait, couvertes par les recettes extraordinaires et notamment par les bonis du Budget ordinaire. C'est ce qui est démontré, en ce qui concerne la période de 1895 à 1904, au § II de la Note préliminaire du Budget extraordinaire pour 1905.

Ainsi employé, l'emprunt est-il légitime ?

La légitimité de l'emprunt ne saurait être sérieusement contestée du moment qu'il sert à la constitution d'un patrimoine collectif qui, en même temps qu'il aide la nation à exercer son activité économique, rapporte au moins ce qu'il coûte, c'est-à-dire un revenu net au moins égal à la charge des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt.

Peut-être est-il à propos de faire remarquer ici que la dette publique ne constitue pas, comme d'aucuns se l'imaginent, une

charge distincte et indépendante des charges annuelles qui, figurant au Budget général, sont acquittées au moyen des ressources ordinaires du Trésor. La charge de la dette consiste en deux éléments : d'une part les arrérages d'une rente perpétuelle rachetable, mais dont le capital n'est point exigible; d'autre part la dotation de l'amortissement, c'est-à-dire la somme affectée annuellement à l'extinction graduelle de ce capital; or ces deux facteurs sont inscrits chaque année au Budget de la Dette publique et la charge tout entière de la dette entre ainsi parmi les dépenses annuelles auxquelles font face les ressources ordinaires du Trésor.

Le Budget extraordinaire et le Grand-Livre de la Dette publique qu'il alimente ne forment donc qu'un simple compte que l'État s'ouvre à lui-même et qui lui permet, comme nous le disions plus haut, de se libérer au moyen d'annuités dont chacune est représentée au Budget ordinaire.

On peut concevoir un système dans lequel, au lieu de construire lui-même des chemins de fer, des canaux, des ports, etc., l'État remettrait ce soin à des organismes — telles les Chambres de commerce en France — qui feraient l'avance du capital d'établissement et envers lesquels il s'acquitterait par le paiement d'annuités comprenant capital et intérêts. Dans ce système, le recours à l'emprunt serait virtuellement exclu et la fonction du Budget extraordinaire n'aurait point à s'exercer.

C'est la conception qu'on a réalisée en Belgique en matière de construction de chemins de fer vicinaux : la Société Nationale émet des obligations en représentation du capital d'établissement de ses lignes et elle en fait le service au moyen des annuités qui lui sont versées par l'État, les provinces et les communes associés pour la construction des lignes vicinales.

Quelle différence existe-t-il entre ce système, pour lequel chacun n'a que des éloges, et le système financier qui vient d'être expliqué en ce qui concerne les grosses dépenses d'outillage effectuées par l'État lui-même? Il n'y a, au fond, aucune différence de principe, mais il est une double différence d'applica-

tion qui est en faveur du système de nos emprunts : c'est que l'amortissement de ceux-ci s'opèrera désormais en quatre-vingt-un ans grâce au taux actuel de la dotation, tandis que le capital d'établissement des lignes vicinales ne s'amortit qu'en nonante ans ; c'est encore que les annuités des chemins de fer vicinaux sont calculées à raison de 3.50 % pour un amortissement moins prompt, tandis que les annuités d'amortissement de la dette ne coûtent à l'État que 3.30 %.

Parmi les dépenses d'outillage économique, que nous soldons au moyen de l'emprunt, il en est qui procurent directement des recettes au trésor public : ce sont nos régies (chemins de fer, postes, télégraphes, etc.) et le domaine privé de l'État ; les autres, notamment celles qui concernent les ports, les canaux, la voirie, sont indirectement productives par le fait que, facilitant comme les premières l'essor du commerce, de l'industrie, de toute l'activité nationale et contribuant ainsi à l'accroissement de la richesse publique, elles ont pour effet de grossir le rendement des impôts dont celle-ci est la source.

La saine raison indique dès lors que les emprunts employés à des travaux d'ordre économique judicieusement conçus, à des acquisitions d'outillage opportunes, loin de constituer une charge pour la nation, ne tardent pas à apparaître comme le plus lucratif des placements. Et il nous est donné de pouvoir affirmer et démontrer qu'il en est bien ainsi de nos emprunts ; tel est l'objet du tableau suivant (¹) :

(¹) Ce tableau a été dressé à la demande et sur les indications de M. le baron Ancion, en vue de son rapport au Sénat sur le projet de Budget extraordinaire de 1905.

Tableau présentant la comparaison entre l'accroissement de la dette et l'accroissement du revenu net des capitaux empruntés pour des dépenses d'outillage économique directement productives ⁽¹⁾.

ÉPOQUES ENVISAGÉES.	CAPITAL nominal de la dette consolidée.	CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE.					DÉPENSES D'OUTILLAGE économique directement productives		DIFFÉRENCE entre les charges de la dette (col. 7) et le revenu net porté dans la colonne 9.	QUOTIENT des charges de la dette (Col. 7)		POPULATION DU ROYAUME.	SOMME annuelle supportée par chaque habitant du chef des charges de la dette non couvertes par le revenu net des capitaux empruntés (colonne 10).
		INTÉRÊT ET AMORTISSEMENT DE LA DETTE CONSOLIDÉE.			Annuités portées au Budget de la Dette publique.	TOTAL des charges.	Montant des capitaux empruntés.	Revenu net des capitaux empruntés.		couverte par le revenu net des capitaux empruntés (Col. 9)	non couverte par le revenu net des capitaux empruntés (Col. 10)		
		Intérêts de la dette en circulation.	Dotation d'amortisse- ment et intérêts des capitaux amortis.	TOTAL.									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
31 déc. 1878.	1,253,994,648 91	45,326,614 71	3,868,246 66	49,194,861 37	13,831,697 »	63,026,558 37	974,120,087 59	34,868,559 73	28,157,998 64	55.32 %	44.68 %	5,476,939	5.14
31 déc. 1884.	1,768,022,048 91	62,294,231 80	5,698,095 65	67,992,327 45	13,831,697 »	81,824,024 45	1,245,590,712 44	42,799,324 21	39,024,700 24	52.31 %	47.69 %	5,784,958	6.75
31 déc. 1904.	3,117,038,048 12	92,411,342 09	9,605,295 69	102,016,637 78	14,118,806 »	116,135,443 78	2,143,311,413 89	93,023,839 41	23,111,604 37	80.10 %	19.90 %	7,074,910	3.27

(*) Chemins de fer, postes, télégraphes et téléphones, marine, domaine privé de l'État.

(¹) Chemins de fer, postes, télégraphes et téléphones, marine, domaine privé de l'État.

A mesure donc que notre dette nationale s'augmente des capitaux empruntés pour notre outillage économique, on voit les revenus directs du domaine national progresser en manière telle que la charge réellement supportée par le contribuable du chef des intérêts et de l'amortissement de la dette totale tend sans cesse à décroître.

Et le résultat qu'accuse le tableau ci-dessus serait bien plus favorable encore s'il était possible de faire état du produit indirect des nombreux capitaux consacrés aux dépenses d'ordre économique indirectement productives : routes, ports, voies navigables.

Pratiqué comme il l'est de nos jours dans notre pays, l'emprunt enrichit la nation de trois manières :

D'une part, il met à sa disposition l'outillage nécessaire à son commerce, à son industrie, à sa vie et à son expansion économiques ;

D'autre part, il a pour résultat d'alléger finalement les charges à supporter par l'impôt ;

Enfin, il aboutit à augmenter le domaine collectif national, à l'expiration du délai d'amortissement, d'un actif libre de toute charge.

Le Gouvernement ne craint pas de l'affirmer, c'est grâce au rendement direct ou indirect des capitaux employés à développer les forces productrices de la nation qu'il lui a été possible, sans relever le taux des impôts, d'incorporer au Budget général près de 27 millions de charges retirées du Budget extraordinaire, et de faire face en même temps à des charges nouvelles telles qu'une augmentation de 11 millions à peu près du chef de la rémunération en matière de milice et une dépense totale de 17 millions pour la participation de l'État à la constitution des pensions de vieillesse, sans parler de l'accroissement normal des crédits affectés aux divers services publics.

*Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,*
C^{te} DE SMET DE NAEYER.





(N^o 4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTIJD 1905-1906.

BEGROOTING VAN ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

VOOR HET DIENSTJAAR 1906.

ALGEMEENE TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Ingevolge de bevelen van den Koning, heb ik de eer aan de Wetgeving voor te leggen, dertien ontwerpen van wet uitmakende 's Rijks Algemeene Begrooting der ontvangsten en uitgaven voor het rekeningsjaar 1906, alsmede het ontwerp van Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor order.

Het ontwerp van wet dat de Begrooting van 's Lands Midelen inhoudt, bevat, in hoofdstuk I, een zeker getal beschikkingen van fiskalen aard.

Volgens de gezamenlijke ontwerpen die de Algemeene Begrooting uitmaken, doet de vermoedelijke balans over het dienstjaar 1906 zich voor, zooals volgt :

Bedrag der schattingen van ontvangsten . fr.	558,863,927 90
— vermoedelijke uitgaven . . .	557,805,483 52
't zij een overschot van ontvangsten van. fr.	1,058,444 38

Navolgende tabel toont aan de bijzonderheden van die cijfers geplaatst tegenover die der Begrooting van 1905.

AANDUIDING DER BEGROOTINGEN.	BEDRAG DER BEGROOTINGEN		VERSCHILLEN.	
	gestemd voor het dienstjaar 1905.	in ontwerp voor het dienstjaar 1906.	Vermeerderingen.	Verminderingen.
Openbare Schuld.				
Gewone uitgaven	156,824,491 92	164,757,285 52	7,932,793 60	»
Buitengewone uitgaven .	»	»	»	»
Dotatiën.				
Gewone uitgaven	5,360,488 »	5,425,367 »	64,879 »	»
Buitengewone uitgaven .	»	»	»	»
Ministerie van Justitie. . .				
Gewone uitgaven	26,642,300 »	27,178,100 »	535,800 »	»
Buitengewone uitgaven .	1,830,000 »	1,420,000 »	»	410,000 »
Ministerie van Buitenlandsche Zaken.				
Gewone uitgaven	3,587,033 »	3,795,793 »	208,760 »	»
Buitengewone uitgaven .	»	»	»	»
Ministerie van Binnenland- sche Zaken en Openbaar Onderwijs				
Gewone uitgaven	31,264,115 »	32,254,207 »	990,092 »	»
Buitengewone uitgaven .	4,798,076 35	1,582,000 »	»	3,216,076 35
Ministerie van Landbouw. .				
Gewone uitgaven	13,308,322 »	13,509,222 »	200,900 »	»
Buitengewone uitgaven .	739,008 66	477,353 01	»	261,655 65
Ministerie van Nijverheid en Arbeid				
Gewone uitgaven	20,346,267 »	21,656,067 »	1,309,800 »	»
Buitengewone uitgaven .	1,576,550 »	115,000 »	»	1,461,550 »
Ministerie van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien .				
Gewone uitgaven	173,047,207 »	182,041,839 »	8,994,632 »	»
Buitengewone uitgaven .	2,827,500 »	90,000 »	»	2,737,500 »
Ministerie van Oorlog . . .				
Gewone uitgaven	50,063,508 49	50,120,883 49	57,375 »	»
Buitengewone uitgaven .	4,387,100 »	4,525,880 »	138,780 »	»
Gendarmerie				
Gewone uitgaven	7,228,713 25	7,271,304 50	42,591 25	»
Buitengewone uitgaven .	1,420,595 »	1,402,100 »	»	18,495 »
Ministerie van Financiën en Openbare werken. . . .				
Gewone uitgaven	34,480,422 »	35,167,082 »	686,660 »	»
Buitengewone uitgaven .	2,590,000 »	1,920,000 »	»	670,000 »
Onwaarden en Terugbetalingen	3,096,000 »	3,096,000 »	»	»
TOTAAL.				
Gewone uitgaven	525,248,867 66	546,273,150 51	21,024,282 85	»
Buitengewone uitgaven .	20,168,830 01	11,532,333 01	138,780 »	8,775,277 »
ALGEMEEN TOTAAL	545,417,697 67	557,805,483 52	21,163,062 85	8,775,277 »
's Lands Middelen		558,863,927 90		
OVERSCHOT DER ONTVANGSTEN.		1,058,444 38		
			+ 12,387,785 85	

Voor hetgeen de ontvangsten betreft, duidt de navolgende tabel aan, per tak van inkomen, in vergelijking met de Begrooting van 1905, de vermeerderingen en verminderingen die spruiten uit het nieuw ontwerp van Begrooting van 's Lands Middelen :

	Vermeerderingen.	Verminderingen.
ART. 1. Grondbelasting . . . fr.	343,000 »	»
» 2. Personeele belasting . . .	477,000 »	»
» 3. Patentrecht.	350,000 »	»
» 4. Douanen	1,945,628 »	»
» 5. Accijnzen	1,137,100 »	»
» 7. Verschillende ontvangsten .	»	900.000 »
» 8. Registratie en overschrijving	2,500,000 »	»
» 16. Rivieren en kanalen . . .	»	50,000 »
» 19. Spoorweg	5,500,000 »	»
» 20. Telegrafen en telephoon. .	900,000 »	»
» 21. Posterijen	1,007,760 »	»
» 25. Bosschen	90,000 »	»
» 26. Toebehooren van den spoorweg	125,000 »	»
» 28. Verschillende en toevallige opbrengsten, er onder begrepen die der examens voor hoogeschole . . .	30,000 »	»
» 29. Inkomsten der domeinen .	50,000 »	»
» 31. Opbrengst van den verkoop der vischverloven . . .	»	30,000 »
» 43. Opbrengst der belegging van de beschikbare fondsen van den Staatsschat .	»	300,000 »
» 44. Dividenden der aandeele van de Congo-Spoorwegmaatschappij	125,000 »	»
» 45. Interesten en dividenden der aandeele van de Nationale Maatschappij voor Buurtspoorwegen .	300,000 »	»
» 47 (nieuw) Aandeel van Staat in het dividend toegekend voor het dienstjaar 1905, aan de aandeelhouders der Naamlooze Ven-		
OVER TE DRAGEN. . . fr.	14,880,488 »	1,280,000 »

OVERDRACHT. . . fr.	14,880,488	»	1,280,000	»
nootschap der vaart- en zeeinrichtingen van Brus- sel.	200,000	»	»	
ART. 48 (vroeger 47). Kosten van in- ning der provinciale en ge- meentelijke opcentiemen.	30,000	»	»	
» 54 (vroeger 53). Verschillende en toevallige ontvangsten .	100,000	»	»	
» 60 (vroeger 59). Aan de provin- ciën en de gemeenten op- gelegd deel in het betalen der pensioenen van de ge- meente-onderwijzers . .	121,200	»	»	
» 64 (nieuw). Door China te doene storting tot aflossing van het vergoedingsdeel dat, ten gevolge der onlusten van 1900, aan de belgische maatschappijen en parti- culieren werd toegekend.	1,237,812	90	»	
	Fr. 16,569,500	90	1,280,000	»
VERMEERDERING. . . fr.	15,289,500	90		

De in de twee vorige tabels aangeduide vermeerderingen en verminderingen worden gebillijkt in de voorafgaande nota's welke het begin uitmaken der verschillende ontwerpen van Begrooting.

BELASTING OP DEN BRANDEWIJN. — UITWERKSELS DER WETGEVING :
VERBRUIK DOOR DEN MENSCH, UITVOER, NIJVERHEIDSVBRUIK.

Sedert de laatste verhooging der invoer- en accijsrechten op den brandewijn (wet van 18 Februari 1903), heeft de Regeering gemeend een afzonderlijk hoofdstuk der Algemeene toelichting te moeten wijden aan de feiten die in verband staan met het verbruik van alcohol. In de Toelichtingen van 1904 en 1905 komt voor de statistiek van de sedert 1890 jaarlijks in het Land gedronken hoeveelheid alcohol. 't Is geweten, dat het

cijfer dezer hoeveelheid aan alle rechtstreeksche en nauwkeurige vaststelling ontsnapt : hetzelfde kan slechts worden bepaald met van het totaal der inlandsche opbrengst en der ingevoerde hoeveelheden af te trekken, die welke uitgevoerd worden en die, welke na ontaarding, tot nijverheidsverbruik worden benuttigd.

In de laatste tien jaar werden de rechten op den brandewijn in twee gevallen verhoogd : een eerste maal door de wet van 17 Juni 1896, een tweede maal door die van 18 Februari 1903. De statistische tabel der algemeene Toelichting van 1905 duidt aan, voor wat het verbruik door den mensch in alcohol betreft, de achtereenvolgende uitwerkselen dezer wetten : terwijl het, van 1890 tot 1895, naar de 10 liters heeft geneigd, is het, ten gevolge der verhooging van 1896, gedaald tot 9 liters per hoofd en na de verhooging van 1903 is het tot beneden 6 liters gevallen.

Reeds van 1904 heeft de Regeering het aldus verklaarde feit door een onderzoek willen vaststellen ; de Toelichting van 1905 vat te samen de uit de verschillende streken van het Land toegekomen inlichtingen omtrent de verschillende wijzen waarvolgens de vermindering van het verbruik zich voordoet.

Na overzicht der voornaamste oorzaken die, buiten de vermeerdering der belasting, invloed hebben op het verbruik door den mensch, komt gezegd document tot deze vaststelling :

« De verhooging van 1903, gesteld op de vorige, dragende in » hooge mate bij tot de werking die de opslag met zich voert » en, te gelijktijd, tot de ontwikkeling der gemelde instellingen en stichtingen, is het werktuig geweest van een » wezenlijke overwinning op het alcoholisme. »

Het vooruitzicht dat, van toen af, voortvloeyde uit de ingewonnen gezamenlijke bestanddeelen tot overtuiging heeft zich verwezenlijkt : het cijfer van 6 liters per inwonershooft mag aanschouwd worden als gevende thans den maatstaf van het verbruik.

Ziehier de statistische tabel in overeenkomst met de jongst officieel gekende feiten :

Brandewijn. — Toestand gedurende de jaren 1890 tot 1905.

		1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.	1901.	1902.	1903.	1904.	1905.
		H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	8 maanden. — H. aan 50°.
Inlandse vervaardiging.	Wettig vastgestelde hoevee- heden	566,284	588,135	587,822	584,370	584,731	628,431	546,471	592,645	593,341	678,456	716,951	736,905	657,165	492,213	658,034	412,923
	Onder het vroeger stelsel vrij zijnde overschotten (8 % der wettig vastgestelde hoe- veelheden)	45,303	47,051	47,026	46,720	46,776	50,272	43,712	31,600	»	»	»	»	»	»	»	»
	Totaal der opbrengst. . . .	611,587	635,186	634,848	631,090	631,507	678,703	590,183	624,245	593,341	678,456	716,951	736,905	657,165	492,213	658,034	412,923
	Ingevoerde	15,050	16,429	16,309	16,020	18,041	18,286	17,642	12,173	12,484	12,397	13,960	17,837	11,850	10,471	10,622	7,541
	TOTALEN.	626,637	651,615	651,157	647,110	649,548	696,989	607,825	636,418	605,825	690,753	730,911	754,742	669,015	502,684	668,656	420,464
Uitvoer met afschrijving der rechten.		17,418	10,202	9,798	4,302	4,453	4,764	3,740	2,972	26,161	108,868	83,567	58,349	52,287	67,413	161,100	85,483
Blijft over voor het verbruik. . . .		609,219	641,413	641,359	642,808	645,095	692,225	604,085	633,446	579,664	581,885	647,344	696,393	616,728	435,271	507,556	334,981
Hoeveelheden benuttigd voor nijver- heidsverbruik ⁽¹⁾		15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	20,047	26,368	40,129	65,172	94,290	67,124
Hoeveelheden bestemd tot 's men- schen verbruik.		594,219	626,413	626,359	627,808	630,095	677,225	589,085	618,446	564,664	566,885	627,297	670,025	576,599	370,099	413,266	267,857
Bevolking ⁽²⁾		6,069,321	6,129,054	6,189,375	6,250,289	6,311,803	6,373,922	6,436,653	6,500,001	6,563,973	6,628,573	6,693,810	6,759,690	6,826,219	6,893,403	6,961,248	7,006,021
Vermoedelijk verbruik ⁽³⁾ per in- wonershoofd. (Getal liters) . . .		9 lit. 79	10 lit. 22	10 lit. 12	10 lit. 04	9 lit. 98	10 lit. 62	9 lit. 15	9 lit. 51	8 lit. 60	8 lit. 55	9 lit. 37	9 lit. 91	8 lit. 45	5 lit. 37	5 lit. 94	5 lit. 7 ⁽⁴⁾
		10 lit. 03					9 lit. 76			8 lit. 98							

⁽¹⁾ Waarvan 395,203 hectoliters voortgebracht onder het stelsel dat bestond vóór de wet van 15^e April 1896 en 197,442 onder het nieuw stelsel.

⁽²⁾ Vóór de wet van 1896 werd geene afschrijving van accijns verleend wegens alcohol benuttigd bij nijverheidsverbruik; na onderzoek heeft men op 15,000 hectoliters geschat, de hoeveelheid alcohol welke, vóór 1897, tot dit verbruik benuttigd werd. In 1897 bedroeg de hoeveelheid met afschrijving van den accijns benuttigd door nijverheden die van alcohol gebruik maken, ongeveer 10,000 hectoliters. Men schat dat het verschil van 5,000 hectoliters voortgegaan is met benuttigd te worden zonder afschrijving der rechten; deze hoeveelheid is begrepen in de cijfers vermeld voor de jaren 1897 tot 1904.

⁽³⁾ Door bevolking van 1890 en van 1900 dient verstaan te worden, de van rechtswege door de tienjarige optelling aangeduide bevolking. Voor de overige jaren, is de bevolking vastgesteld geworden volgens eene aanhoudende opklimming spruitende uit de cijfers van 1890 en van 1900.

⁽⁴⁾ De werkelijkheid komt slechts met dit vermoeden overeen voor zoover den op 1st Januari bestaanden voorraad, in den loop van het jaar, geene vermeerdering of vermindering heeft ondergaan.

⁽⁵⁾ Dit cijfer is berekend geworden op voet van de gedurende de acht eerste maanden vastgestelde feiten; indien in rekening komt dat de opbrengst gedurende het laatste kwartaal belangrijker is, zoo wordt geacht, dat het cijfer van het gebruik per hoofd ongeveer 6 liters voor het gansche jaar zal bereiken.

Gewichtig was het, met het oog op de ons aanbelangende zaak, den toestand van ons Land te vergelijken met dien van de volkeren die het midden en het noorden van Europa bewonen. Volgende tabel toont die vergelijking aan :

Tabel tot aanduiding van het cijfer van het alcoholverbruik per inwonershoofd in de voornaamste landen van Europa (¹).

LANDEN.	Hoeveelheden alcohol aan 50° gebruikt	
	in 1894.	in 1903.
	Liters.	Liters.
Denemarken	15 »	13.95
Hongarië	11. »	8. »
Oostenrijk	10. »	12. »
België	9.98	5.94 (²)
Nederland	8.91	7.82
Duitschland	8.82	8. »
Frankrijk	8.09	7.09
Zweden	7. »	7.50
Zwitserland	5.81 (³)	4.18 (³)
Rusland	4.68	4.68
Groot-Britannië	4.40	4.50
Noorwegen	3.82	3.18

(¹). De meeste cijfers dezer tabel zijn ontleend aan een verslag op 11 Augustus 1904 ingediend door de *Board of Trade* aan de Kamer der gemeenten van Engeland.

(²). Daar, ter oorzaak van de verhooging der rechten door de wet van 18 Februari 1903, het jaar 1903 aanschouwd dient te worden als onregelmatig, zoo werd in de tweede kolom, voor België, het cijfer van 1904 opgegeven.

(³). De cijfers betreffende Zwitserland zijn getrokken uit verslagen van den Bondsraad over het beheer en de rekening der alcoholregie.

Uit die tabel blijkt :

In de eerste plaats, dat België hetwelk, wegens de belangrijkheid van het verbruik per hoofd, in 1904 den vierden rang bekleedde, thans slechts meer den achtsten rang inneemt.

In de tweede plaats, dat zoo het verbruik bijna overal heeft afgenomen, de verhouding der vermindering in ons Land sterker is dan elders.

Toen de eerste uitwerkselen der rechtenverhooging van 1903 zich deden gevoelen, was men over 't algemeen geneigd deze als gansch voorbijgaand te aanschouwen, en velen dachten dat het verbruik weldra weder tot zijn vroegere hoogte zou stijgen. Welnu, geen merkbare strekking naar die terugwerking is schijnbaar noch in 1904 noch in 1905; integendeel, te midden der klassen die in het verbruik het voornaamste deel hebben, treft men meer en meer de nieuwe gewoonten aan waarop in de algemeene Toelichting der Begrooting voor 1905 wordt gezinspeeld: terzelfder tijd dat de werkende kracht der zedelijke propaganda toeneemt, dat de werken van matigheid, de inrichtingen van vooziening en spaarzaamheid zich vermenigvuldigen en het getal hunner aanhangers zien vergrooten, wordt een steeds grooter deel van den tijd en van het geld die in de herberg verloren gingen, gewijd aan de uitspanningen of sports, aan de uitstapjes en plezierreisjes welke, door de samenwerking en het gemak van verkeer, om zoo te zeggen voor iedereen mogelijk zijn geworden.

Alles laat vermoeden, dat die oorzaken krachtig genoeg zullen zijn om op te wegen tegen de strekking die zou aanzetten tot eene herstijging van het verbruik, en dat de sedert twee jaar vastgestelde vordering, die te wijten is aan de verhooging der belasting, werkelijk is en bepaaldelijk vast staat.

Zooals in de Algemeene toelichting van 1905 werd aange-merkt, de belgische stokerij vindt in het toenemen van den uitvoer en van het nijverheidsverbruik van alcohol, de vergoeding van hetgeen zij verliest door de vermindering van den in het Land gedronken alcohol. Bij die tweevoudige vertierwegen dient gevoegd te worden de voortbrenging van gist voor den

verkoop, een nieuwgeboren nijverheid, ontstaan uit de hervorming van de fiskale behandeling der stokerij door de wet van 15 April 1896; die nijverheid geeft thans, voor de broodbereiding, 8 millioen kilogram gist, welke vroeger gansch en geheel door het buitenland werden bezorgd.

BELASTING OP DE SUIKER. VERBRUIK VAN SUIKER EN FISKALE LASTEN
UIT HOOFDE VAN DIT VERBRUIK.

Bij de wet van 21 Augustus 1903 werd het accijnsrecht op de suiker verminderd tot 20 frank de 100 kilogram, en dit bedrag wordt behouden door artikel 4 der wet van 26 December 1904.

Vroeger bedroeg de accijns fr. 51.13, en in den laatsten tijd, werd het binnenlandsch verbruik geschat op hoogstens 60 millioen kilogram.

« Eene vermindering van 60 % zou, naar luid der Memorie van Toelichting der wet van 1903, ongetwijfeld voor gevolg hebben een aanzienlijke toeneming in het binnenlandsch verbruik van suiker en van de met deze waar bereide producten : chocolade, biscuits, confijten, geconfijte vruchten, enz. » Dat vooruitzicht heeft zich in ruime mate verwezenlijkt : van 1904 af, bedroeg de tot verbruik gestelde hoeveelheid 83,078,000 kilogram

De belasting op de suiker moet niet enkel in haar zelve worden beschouwd; er dient acht te worden gegeven op den samenhang van het fiscaal stelsel met toepassing op dit product en op die welke de voornaamste voermiddelen van het verbruik uitmaken, zooals zijn de chocolade, de thee en de koffie.

Cacao, grondstof van de chocolade, alsmede thee en koffie werden, op voorstel der huidige Regeering, van alle belasting vrijgesteld. België is het eenige land van Europa waar elk dezer waren hoegenaamd geene tolrechten betalen; en daar, terzelfder tijd, de suiker ook maar weinig belast is, zoo bevindt, met het oog op den hooger bedoelden samenhang, de belgische verbruiker zich in een uiterst gunstigen toestand. Dit blijkt uit de tabel voor vergelijking die volgt :

JAAR 1904.

LANDEN.	BEVOLKING.	BEDRAG van het verbruiks- recht op de geraffineerde suiker (per 100 kil.).	HOEVEELHEDEN tot verbruik gestelde suiker.	BEDRAG DER RECHTEN GEHEVEN OP					FISCALE LASTEN spruitende uit den samenhang der op de vier producten geheven rechten		Aanmerkingen.
				de suiker.	de koffie.	de thee.	de cacao.	de vier producten	per 100 kil. tot verbruik gestelde suiker.	per hoofd van inwoner.	
Duitschland	56,367,178 op 1 ^{re} December 1900.	FR. C. 17 50	KIL. 945,087,000	FR. 156,108,000	FR. 89,477,000	FR. 3,914,000	FR. 11,482,000	FR. 270,981,000	FR. C. 28 67	FR. C. 4 81	(*) Taxe voor raffinage.
Engeland	41,458,721 op 1 ^{re} April 1901.	10 23	1,521,161,000	156,029,000	4,502,000	197,692,000	4,714,000	356,937,000	23 46	8 61	
Oostenrijk-Hongarië . .	45,405,267 op 31 ^{re} December 1900.	39 90	382,950,000	172,338,000	45,799,000	2,752,000	1,316,000	222,205,000	58 02	4 89	
België	6,961,248 op 31 ^{re} December 1904.	20 »	83,078,000	16,414,000	Vrij.	Vrij.	Vrij.	16,414,000	19 75	2 35	
Spanje	18,607,674 op 31 ^{re} December 1900.	25 »	86,151,000	22,758,000	14,125,000	229,000	6,389,000	43,501,000	50 49	2 34	
Frankrijk	38,961,945 op 24 ^{re} Maart 1901.	25 » + 2 » (*)	592,421,000	148,123,000	103,578,000	2,307,000	22,672,000	276,680,000	46 70	7 10	
Italië	32,475,253 op 10 ^{re} Februari 1901.	70 15	109,963,000	74,241,000	23,046,000	131,000	480,000	97,898,000	89 02	3 01	
Nederland	5,104,137 op 31 ^{re} December 1899.	56 97	74,226,000	42,286,000	Vrij.	2,104,000	Vrij.	44,390,000	59 80	8 70	
Rusland	105,396,634	28 49	734,192,000	313,095,000	13,656,000	259,180,000	3,292,000	589,223,000	80 25	5 59	
Zweden	5,136,441	17 95	99,742,000	12,753,000	4,594,000	158,000	122,000	17,627,000	17 67	3 43	
Zwitserland	3,315,443	9 »	80,780,000	6,730,000	346,000	194,000	70,000	7,340,000	9 09	2 21	

[N° 4]

(x)

Zooals men ziet zijn, onder de voornaamste landen van Europa, Zwitserland en Zweden de eenige waar het bedrag van de fiskale lasten door den verbruiker gedragen uit hoofde der vier hier in aanmerking zijnde waren — berekend in verhouding met 100 kilogram tot verbruik gestelde suiker — minder hoog is dan in België.

DE VERBRUIKSBELASTINGEN IN 'T ALGEMEEN.

De beschouwingen die komen uiteengezet te worden omtrent de rechten op alcohol en de rechten op suiker, geven natuurlijk aanleiding om het vraagstuk der verbruiksbelastingen in zijn geheel na te zien.

Met een doel van maatschappelijke gezondheid, hebben wij, van eenen kant, eene zeer hooge belasting gesteld op eenen schadelijken drank en, van eenen anderen kant, afgeschaft die waarmede volstrekt gezonde dranken waren bezwaard; ook hebben wij de rechten op suiker verminderd. Daar geen andere verbruiksbelasting werd ingevoerd noch gewijzigd, zoo is het van belang te onderzoeken welken invloed deze drie maatregelen ten laatste hebben uitgeoefend op de fiskale bijdrage die uit hoofde der verbruikslasten op den schatplichtige drukken.

In 1894 bedroegen de op alcohol geheven tol- en accijnsrechten de som van 39,386,262 frank; de bevolking telde alsdan 6,311,803 inwoners, de lasten dezer rechten vertegenwoordigen dus, per inwonershoofd fr. 6 24

Gedurende dat zelfde jaar, werd het verbruik van suiker, uitgedrukt in geraffinadeerde, geschat op 50,000,000 kilogram, hetgeen, tegen het bedrag van fr. 51.13 de 100 kilogram, eene totale som geeft van 25,565,000 frank, 't is te zeggen per inwoner. 4 05

Ten slotte de opbrengst der invoerrechten op cacao, thee en koffie bedroeg gedurende gemeld jaar 2,570,012 frank, 't is te zeggen per inwoner 0 41

In 1894 was dus de bijdrage per inwoner wegens deze verschillende belastingen te samen fr. 10 70

De rechten op cacao, thee en koffie werden afgeschaft wederzijds in 1895, in 1897 en in 1903.

Voor het jaar 1904 zijn de ontvangsten op den brandewijn geklommen tot 52,845,073 frank, dat is per inwoner, de bevolking tellende 6,961,248 inwoners fr. 7 59

De belasting op suiker gaf gedurende dat zelfde jaar 16,806,590 frank, dit is per inwoner 2 41

TOTALE BIJDRAGE. . . . fr. 10 00

Waar is het dus, dat de maatregelen onder de huidige Regearing gestemd in zake verbruiksbelasting, in plaats van den grooten hoop van het volk meer te belasten, tot einduitslag hebben gehad de fiskale lasten te verminderen.

De gevolgtrekking ware nog meer afdoend indien, in stede van zich aan de onafhankelijke cijfers te houden, men rekening hield van de toeneming der vermogens van al de verbruikers tengevolge der vordering van den openbaren rijkdom gedurende den loop van dit jongste tienjarig tijdvak.

DE BEGROOTINGSCOMPTABILITEIT. — HERVORMINGEN.

Alwie de Algemeene Begrooting onderzoekt met bezorgdheid voor 's Lands geldelijken voorspoed, moet vooringenomen zijn met te weten tot hoever die Begrooting het beheer der openbare geldmiddelen trouw opneemt en dezer toestand met oprechtheid doet uitschijnen.

Ofschoon de in 1895 op dit terrein ingevoerde hervorming meermalen in de algemeene Toelichting der Begrooting werd uiteengezet, past het nogthans er nogmaals op aan te dringen, des te meer, daar het ontwerp van Begrooting over 1906 voor de eerste maal de algeheele toepassing dier hervorming aanbiedt.

Opdat de Algemeene Begrooting op trouwe wijs den geldelijken toestand weêrgeve, zijn vier hoofdvorwaarden onontbeerlijk :

1^o De Begrooting moet voorzien in de uitdelging der openbare schuld ;

2° Daar de rechtstreeks of onrechtstreeks opbrengende uitgaven wegens economische inrichting en — wanneer de omstandigheden het vergen — de uitgaven van uitzonderlijken aard hebbende s' Lands verdediging tot voorwerp, alleen in staat zijn tot wettiging der leening, zoo dienen in de Algemeene Begrooting voor te komen, al de andere uitgaven, zelfs die welke het karakter van geregelden terugkeer en van bestendigheid der uitgaven van den gewonen dienst niet bezitten, en om deze reden « uitzonderlijke uitgaven » worden genoemd.

3° In een land waar de Staat het eigenbeheer heeft van beroepsnijverheden, zooals de exploitatie der spoorwegen, moet de Algemeene Begrooting niet enkel de kosten van onderhoud van het materieel dezer beheeren dragen, maar ook, in de hoogste mate, de uitgaven ervan voor hernieuwing;

4° De uitgaven van huishoudkundigen aard — zelfs zij die winst afwerpen — welke betaald worden bij annuïteiten, dienen op de Algemeene Begrooting voor te komen.

Ziedaar de vier punten waaraan voormelde hervorming raakt; wij gaan dezelve hernemen en ze achtereenvolgens ontwikkelen.

EERSTE PUNT : *Schulddelging*. — De verplichting tot delging der Openbare Schuld wordt door eene reden van gerechtigheid opgelegd; zij gaat uit van deze beschouwing, dat het toekomstig geslacht niet zonder ophouden mag belast worden met uitgaven die inzonder voordeel verschaffen aan hen die leven tijdens de ontleening. Immers, het bij middel der ontleening tot stand gebrachte patrimonium, is onderworpen aan eene min of meer rase en min of meer sterke waardevermindering, inzonder ter oorzaak van de industriele veranderingen en van de huishoudkundige ontwikkelingen.

De verplichting tot delging werd, in grondbegin, nooit betwist. Echter, daar de schulddelging nog al zwaar drukt, zoo werden in vele landen regeeringen aangetroffen die, onder verschillende voorwendsels, zich hieraan hebben pogen te onttrekken.

Zoo is het, dat de twee hiernakomende stellingen werden staande gehouden : geene reden tot delging bestaat zoolang de

Staat zich in den toestand bevindt zijne schuld bij middel van nieuwe ontleeningen te moeten vergrooten; — alle schulddelging moet geschorst worden wanneer de koers der rente boven pari staat.

Al dit is ware spitsvondigheid waarbij het vooringenomen inzicht tot verlichting der gewone begrooting, schuldenares der uitdelging, maar slecht wordt verdoken.

De eerste stelling miskent de opvatting zelve der schuld en dezer delging.

De algeheele schuld vertegenwoordigt uitgaven die, op het tijdstip dat zij werden gedaan, onmiddellijk zouden betaald zijn geworden bij middel der gewone uitgaven, moesten deze voldoende zijn geweest, en ieder rentebewijs vertegenwoordigt een deel dezer uitgaven. De leening heeft den Staat slechts toegelaten deze comptante betaling te vervangen door eene betaling bij annuïteiten aan geldschieters; voor den Staat verandert dit verschil in de betalingswijzen niets aan den grond der zaken: elke leening afzonderlijk genomen, zelfs elk rentebewijs dragen met hen, van den beginne af, de verplichting tot uitdelging die, overigens, niet anders is dan een nieuwe wijze der verplichting tot betaling.

De tweede stelling, van haren kant, miskent het doel der hierboven verklaarde schulddelging. Kan, ter oorzake der omstandigheden, dit doel niet rechtstreeks worden bereikt door eene vermindering der thans bestaande schuld, dan kan en moet een zoo nuttigen uitslag aan de toekomstige geslachten worden verzekerd door de aangroeiing van het gezamenlijk erfgoed der natie bij middel der penningen die regelmatig voor de amortisatie zijn bestemd.

Het wijselijk beheer der openbare gelden en een oprechte begrootingscomptabiliteit vergen dus, in de eerste plaats, dat jaarlijks, welk ook den toestand weze, op de Algemeene Begrooting uitgetrokken worde eene som die voldoende is om de delging der schuld binnen den gepasten tijd te verwezenlijken — in België, bedraagt het thans aangenomen tijdvak een en tachtig jaar — en dat, wanneer die uitdelging oogenblikkelijk

niet kan gebeuren, de dotatie tot delging besteed worde aan het tot stand brengen van een in waarde gelijk actief.

't Is ten gevolge eener verkeerde opvatting der zaken, dat vroeger de gewoonte is ingeslopen om op de Begrooting van 's Lands Middelen in ontvangst te brengen amortisatie-gelden die, ter oorzaak van den hoogen koers boven pari, niet tot het inkoopen van schuldbewijzen werden besteed. Sedert 1896 gaan die beschikbare fondsen over naar de ontvangsten der buitengewone Begrooting om gebruikt te worden tot de uitgaven van huishoudkundige inrichting. Deze nieuwe handelwijs, bekrachtigd door de wet van 24 April 1902, verzekert bij elke gebeurtenis — uitgezonderd het eenig geval van tekort der gewone Begrooting — hetgeen genoemd mag worden een onrechtstreeksche schulddelging of eene uitdelging bij evenwaarde.

Ten einde de gelijk- of evenwaardigheid volledig te maken, voegt de wet van 1902, gewijzigd door die van 26 December 1904, bij de dotatie tot delging van de algeheelheid der schuld, eene bijdotatie van 3.30 % voor de kapitalen die achtervolgens in ontvangst op de buitengewone Begrooting werden gebracht : zoo doende, blijft de toenemende handeling ongedeed ondanks de schorsing van inkoop der rentebewijzen.

Ten slotte, laat ons herinneren dat het bedrag der dotatie tot delging, hetwelk bepaald was op 0.20 % sedert het ontstaan, in 1873, van het rente-type 3 %, gebracht is geworden op 0.30 % door de wet van 26 December 1904, op voet dezer verhouding, gebeurt de delging der schuld in een en tachtig jaar in stede van drie en negentig jaar, tijdstip dat overeenkomt met het vroeger bedrag der dotatie.

Het beloop der fondsen tot uitdelging die in het ontwerp van Begrooting voor 1906 voorkomen, bedraagt 11,850,000 frank.

TWEDE PUNT : *Uitzonderlijke uitgaven.* — De buitengewone Begrooting, bron der leening, mag — in grondbegin — niet anders beoogen dan uitgaven die geldbeleggingen zijn. Ontleenen tot het kwijten van uitgaven die deze eigenschap niet bezitten, ware zich voor lange jaren belasten zonder vergoeding.

Ook is het ten onrechte, dat vroeger op het buitengewone werd gebracht alle soort van uitgaven vreemd, wel is waar, aan de gewone jaarlijksche behoeften der openbare diensten, maar ook vreemd aan de economische inrichting van het Land : openbare onthalen, nationale feesten, toelagen tot het inrichten van tentoonstellingen, bouwen van scholen, van gevangenhuizen, enz., kazerneering van het leger en van de gendarmerie, bewapening der troepen, enz., enz., dit alles was vroeger te vinden in de buitengewone Begrotingen of in de wetten van buitengewone kredieten.

Heden nemen de uitzonderlijke uitgaven van dien aard plaats in een bijzondere afdeeling der Begroting van ieder Departement of van iederen dienst. Doen eenige zeldzame uitzonderingen op dien regel zich nog voor, dan zijn de uitgaven welke zij beoogen ten volle en nog zeer daarboven gedekt door de bonis der gewone Begroting : 't is hetgeen bepaald is bij paragraaf II der voorafgaande Nota van het ontwerp der buitengewone Begroting voor 1905. (Oorkonde n^r 122 van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, bl. 6-7.)

Hier volgt de opsomming der uitzonderlijke uitgaven die, sedert twaalf jaar, ten laste werden gesteld der gewone middelen van den Staatsschat.

1895. Gedane uitgaven	fr.	3,885,627	24
1896 —		14,386,988	79
1897 —		23,732,150	57
1898 —		10,791,145	49
1899 —		16,780,364	49
1900 —		13,974,845	74
1901 —		13,856,763	10
1902 —		13,653,128	48
1903 —		10,603,149	02
1904 — (Benaderend cijfer).		11,920,000	»
1905. Gestemde kredieten		20,168,830	01
1906. Voorgestelde kredieten		11,532,333	01

DERDE PUNT : *Hernieuwing van de noodige werktuigen der beheeren.* -- Indien het redelijk is te ontleenen, mits uitdelging, om de nijverheidsbeheeren, wier exploitatie voor Staat winstgevend is, van het noodige te voorzien, dan is het niet aan te nemen dat, behoudens de schuld ontstaan uit de eerste inrichting, een nieuwe schuld wordt aangegaan wegens hernieuwing van in ongebruik gesteld materieel.

Ook heeft de Regeering in de Begrooting der spoorwegen willen invoeren twee fondsen bestemd tot de uitgaven van hernieuwing der uitrusting. Van eenen kant wordt, sedert 1895, door haar op die Begrooting eene toelage van 1 miljoen frank uitgetrokken ten behoeve der uitgaven voorzien in de buitengewone Begrooting wegens heroprichting van gebouwen, kunstwerken en ander vaste oprichtingen, en zulks met het doel om, in 't vervolg, door de buitengewone Begrooting slechts te doen dragen de waarde welke de nieuwe oprichtingen in meer hebben dan die welke zij vervangen. Van een anderen kant, een gedeelte van het op de Begrooting van Spoorwegen uitgetrokken globaal krediet wegens onderhoud, herstelling en hernieuwing van het rollend materieel wordt, sinds 1899, inzonder gebruikt tot het hernieuwen van het tractie- en voermaterieel (locomotieven, tenders, rijtuigen, bagage- en treinwagens); in den beginne bepaald op 2,500,000 frank, beloopt, in het wetsontwerp van Begrooting voor 1906, die bijzondere toekenning 5 miljoen frank.

Omtrent dit laatste cijfer kan men het oneens zijn. Inderdaad, het bedrag van de jaarlijks aan de hernieuwing van het rollend materieel te besteden som hangt grootendeels af van het door den winstbejager gevolgd stelsel in zake van uitrusting : deze verlengen den dienstduur van het materieel door achtereenvolgende herstellingen en verbeteringen; andere oordeelen, dat het verkieslijk is hetzelfde na korteren tijd te hernieuwen, achtende dat, alles ingezien, er voordeel bij is een oud, afgesleten en min of meer voormalig materieel te vervangen door een nieuw waar betere diensten van te verwachten zijn.

Zonder hier in het onderzoek te treden van het vraagstuk met het oog op onze exploitatie, neemt de Regeering aan, dat het cijfer van 5 miljoen als een minimum mag worden beschouwd; moest, in het vervolg, de ondervinding bewijzen dat het noodig is dit cijfer te verhoogen, dan zal de Regeering zulks nog voorstellen in de mate die behoeft.

VIERDE PUNT : *Inschrijving der annuïteiten op het gewone.* — De bijzondere Begrooting der uitgaven op buitengewone midelen heeft enkel tot reden van bestaan, den Staat te vergunnen

de comptante vereffening, voor uitgaven van zekeren aard, te vervangen door de regeling bij middel van zich opvolgende betalingen. In werkelijkheid vertegenwoordigen de op de Begrooting der Openbare Schuld gebrachte rente en schulddelging, niet anders dan de kwijting bij annuïteiten van de door de leening betaalde uitgaven.

Hieruit volgt, dat eene uitgave die, in den beginne, betaalbaar is bij annuïteiten, niet plaats mag vinden in de Buitengewone Begrooting en op de Algemeene Begrooting dient voor te komen.

Dit, onder andere, past zich toe op annuïteiten die de onderteekening dragen van den Staat ter kwijting van zijn bijdragendeel in de vorming van het aanlegkapitaal voor buurtspoorwegen.

Die annuïteiten, wier gezamenlijk bedrag, heden, de som van 2,370,000 frank bereikt, kwamen vroeger voor op de Buitengewone Begrooting; sedert 1895 zijn zij uitgetrokken op de Begrooting der Openbare Schuld, in navolging van de door den Staat te betalen annuïteiten voor den dienst der obligatiën van de spoorwegmaatschappijen wier vergunning hij heeft ingekocht.

Bij toepassing van dienzelfden regel, heeft de Regeering, in het ontwerp van Begrooting der Openbare Schuld voor 1906, overgebracht de annuïteit van 350,000 frank, door den Staat verschuldigd wegens zijne deelneming in de Vennootschap der vaart- en zeeinrichtingen van Brussel, annuïteit die tot hiertoe op de Buitengewone Begrooting voorkwam.

't Hoelt niet gezegd dat, volgens de logica van het stelsel, de dividenden aan den Staat verschuldigd als medestichter van de buurtspoorwegen en als aandeelhouder van de Vennootschap der vaart- en zeeinrichtingen van Brussel, deel maken van de ontvangsten der Begrooting van 's Lands middelen.

BEKNOPT OVERZICHT EN GEVOLGTREKKINGEN. — In vergelijking met de Algemeene Begrooting zooals deze vóór de hervorming der comptabiliteit werd opgesteld, worden heden door de Begrooting de volgende nieuwe lasten gedragen :

1^o Verplichtend gebruik, bij iedere veronderstelling, van de fondsen tot delging der Openbare Schuld.

De kredieten uit dien hoofde voorkomend in het ontwerp van Begrooting voor 1906, bedragen te samen . fr. 11,850,000 »

2° Uitzonderlijke uitgaven : gezamenlijk bedrag der verschillende artikelen voorkomend in het ontwerp van Begrooting voor 1906. . . 11,530,000 »

3° Bedrag der som toegekend voor het herop-trekken van gebouwen en andere vaste oprich-tingen van het spoorwegbeheer. 1,000,000 »

Verhooging der toegekende som voor hernieuwing van het rollend materieel 2,500,000 »

3,500,000 »

4° Bedrag van de per annuïteiten betaalbaar zijnde uitgaven van huishoudkundigen aard »

Ter herinnering vermeld : de annuïteiten in grooten deele vergoed door de op de Begrooting van 's Lands middelen overgebrachte ont-vangsten.

Bedrag der nieuwe lasten . fr. 26,880,000 »

* .

Het vraagstuk van het houden der Algemeene Begrooting is niet eene zaak waarbij de behandeling zonder invloed is : met het oog op wijselijk beheer der Staatsgelden is zij van uiterst belang. Het feit dat een dienstjaar met tekort sluit, is veelal een ongeval zonder gevolg ; de hoofdzaak is, te vermijden dat de Begrooting zich niet op bestendige wijze in deficit bevinde zonder erover bewust te zijn, nu eens omdat haar een actief wordt toegerekend welk haar niet behoort, ofwel omdat haar lasten worden gespaard die zij dient te dragen.

Het beheer der Staatsgelden is geene partijzaak.

Het tot staatkundige strijden openliggend veld biedt vol-doende onderwerpen tot geschil aan, opdat ervan verwijderd worde datgeen, hetwelk het gemeenschappelijk erfgoed van al de burgers uitmaakt, erfgoed waaraan niet mag worden geroerd zonder zich bloot te stellen 's Lands krediet en zijnen voorspoed in gevaar te brengen.

Vol vertrouwen hoopt de Regeering dat de vorderingen gedaan met het doel de Begrooting op gegronde steun te doen rusten en den waren toestand der Staatsgelden erin te doen uitschijnen, voor altijd behouden en bekrachtigd zullen blijven.

DE BUITENGEWONE BEGROOTING EN DE OPENBARE SCHULD.

In de op onze dagen gevolgde handeling, wordt de uitgifte der Openbare Schuld gedaan krachtens de Buitengewone Begrooting. Deze Begrooting maakt het voorwerp uit van een jaarlijksche wet waarbij aan de Regeering worden opengesteld kredieten die tot buitengewone uitgaven zijn bestemd; zij duidt aan sommige buitengewone ontvangsten welke moeten dienen tot bestrijding van een deel dier uitgaven en zij bepaalt, dat hetgeen hiervan nog overblijft, gedekt zal worden ofwel bij middel der overschotten van de Gewone Begrooting, ofwel bij middel eener leening.

Sinds tien jaar heeft de Regeering zich steeds toegelegd op het beperken der Buitengewone Begrooting tot de uitgaven die voor doel hebben het toenemen en het verbeteren der economische inrichting van het Land : spoorwegen, posterijen, telegraphen, wegen, havens, vaarten, hosschen, enz.

Ziedaar hetgeen waaraan, heden, de leening uitsluitelijk wordt besteed; gebeurt het dat sommige andere uitgaven, die niet winstgevend zijn, zooals de kosten van tot openbare diensten bestemde praalgebouwen, nog soms op de Buitengewone Begrooting zijn uitgetrokken, dan zijn zij, in feite, gedekt door de buitengewone ontvangsten en inzonder door de bonis der Gewone Begrooting. Voor hetgeen het tijdvak 1895 tot 1904 betreft, wordt het bewijs hiervan aangetroffen bij § II der voorafgaande Nota van de Buitengewone Begrooting voor 1905.

Is, met alzoo te worden gebruikt, de leening rechtmatig ?

Het wettige der leening kan niet met ernst worden bestreden, van het oogenblik dat zij dient tot het tot stand brengen van een gemeenschappelijk erfgoed, hetwelk, terzelfder tijd dat het bijdraagt tot het aanzetten van 's volks economische bedrijvigheid,

ten minste opbrengt wat het kost, 't is te zeggen een zuiver inkomen op zijn minst gelijk aan het bedrag der interesten en der delging van de leening.

Misschien past het hier te doen opmerken dat, zooals sommigen het zich inbeelden, de openbare schuld geen last uitmaakt die verschillend en onafhankelijk is van de jaarlijksche lasten welke, op de Begrooting voorkomende, gekweten worden bij middel der gewone hulpelden van den Staatsschat. De last der schuld bestaat uit twee bestanddeelen : van eenen kant de achterstallen eener altijddurende rente die afgekocht kan worden, maar wier kapitaal niet eischbaar is; van een anderen kant de dotatie tot uitdelging, 't is te zeggen, de som die jaarlijks bestemd wordt tot de trapsgewijze uitdelging van dit kapitaal; welnu, beide die factoren komen elk jaar voor op de Begrooting der Openbare Schuld en de algeheele last der schuld komt alzoo onder de jaarlijksche uitgaven die bestreden worden door de gewone geldmiddelen van den Staatsschat.

De Buitengewone Begrooting en het Grootboek der Openbare Schuld waaraan zij bijdraagt, maken dus niet dan een eenvoudige rekening uit die de Staat voor zich zelf opent en, zooals wij hooger zeggen, hem toelaat zich te kwijten bij middel van annuïteiten waarvan iedere op de Buitengewone Begrooting vertegenwoordigd is.

Aan te nemen is een stelsel waarin Staat, in plaats van zelf spoorwegen aan te leggen, vaarten te graven, havens te maken, enz., die zorg zou opdragen aan inrichtingen, — zooals de Handelskamers in Frankrijk, — welke het aanlegkapitaal zouden voorschieten en tegenover wie hij zich zou kwijten door het betalen van annuïteiten begrijpende kapitaal en interesten. Bij zulkdanig stelsel ware de leening van zelf uitgesloten en de Buitengewone Begrooting zou hare verrichting niet behoeven uit te oefenen.

't Is die opvatting welke in zake aanleg van buurtspoorwegen in België is ingevoerd : de Nationale Maatschappij geeft in omloop obligatiën ter vertegenwoordiging van het aanlegkapitaal harer lijnen, en zij doet den dienst ervan bij middel der annuïteiten welke haar worden gestort door Staat, provinciën en

gemeenten die deelgenoot zijn geworden voor het aanleggen der buurtlijnen.

Wat verschil tusschen dit stelsel, dat iedereen goedkeurt, en het financieel stelsel hetwelk uitgelegd komt te worden voor hetgeen betreft de groote uitgaven voor uitrusting door den Staat zelven gedaan? In den grond bestaat geen verschil van hoofdbegin, maar, ten voordeele van het stelsel onzer leeningen bestaat een tweezijdig verschil van toepassing : voortaan zal, dank aan het huidig bedrag der dotatie, de delging dezer leeningen gebeuren in een en tachtig jaar, terwijl het kapitaal der buurtlijnen slechts in negentig jaar wordt gedelgd; dan nog, de annuïteiten der buurtspoorwegen zijn berekend op voet van 3.50 % voor eene min snellere uitdelging, terwijl de annuïteiten tot delging der schuld, aan den Staat slechts 3.30 % kosten.

Onder de uitgaven voor economische inrichting die wij bij middel der leening kwijten, bevinden er zich die rechtstreeks ontvangsten aan den openbaren Staatsschat bezorgen : het zijn onze eigenbeheeren (spoorwegen, posterijen, telegrafen, enz.) en het privaat domein van den Staat; de overigen, onder andere die welke de havens, kanalen en de wegenis betreffen, zijn onrechtstreeks winstgevend doordien zij, ofschoon bijdragende, zooals de eersten, tot de ontwikkeling van den handel, de nijverheid en de gansche volksbedrijvigheid en daardoor bevoordeeliende de toeneming van het algemeen vermogen, zij tot gevolg hebben de opbrengst te vergrooten van de belastingen waarvan dit vermogen de bron is.

Het gezond verstand zegt dus, dat de leeningen besteed aan wijselijk opgevatte werken van economische inrichting, aan het gunstig en gepast aankopen van het tot de uitrusting noodige, verre van een last voor het Land te zijn, weldra zich voordoen als de voordeeligste der geldbeleggingen. En de nakomende tabel (¹) stelt ons in staat te bewijzen, dat met onze leeningen alzoo gehandeld wordt.

(¹) Deze tabel werd opgesteld ten verzoeke en volgens de aanduidingen van den heer baron Ancion, met het oog op zijn verslag in den Senaat over de Buitengewone Begrooting van 1903.

Tabel gevende de vergelijking tusschen de toeneming der schuld en de toeneming van het zuiver inkomen der ontleende kapitalen uit hoofde van rechtstreeks winstafwerpende uitgaven voor economische inrichting ⁽¹⁾.

BEOOGDE TIJDVAKKEN.	NOMINAAL kapitaal der geconsolideerde schuld.	LASTEN DER OPENBARE SCHULD.					UITGAVEN voor rechtstreeks winstafwerpend economische inrichting.		VERSCHIL tusschen de lasten der schuld (kol. 7) en het zuiver inkomen gebracht in kolom 9.	BEDRAG van de lasten der schuld (kol. 7).		BEVOLKING VAN HET RIJK	JAARLIJKSCHE som op iederen inwoner drukkende uit hoofde der lasten van de schuld niet gedekt door het zuiver inkomen der ontleende kapitalen (kolom 10).
		INTEREST EN DELGING DER GECONSOLIDEERDE SCHULD.			Op de Begrooting der Openbare Schuld gebrachte ka- pitalen.	TOTAAL der lasten.	Bedrag der ontleende kapitalen.	Zuivere opbrengst der ontleende kapitalen		gedekt door het zuiver inkomen der ontleende kapitalen (kol. 9).	niet gedekt door het zuiver inkomen der ontleende kapitalen (kol. 10).		
		Interest der in omloop zijnde schuld.	Dotatie tot delging en interessen der gedelgde kapitalen.	TOTAAL.									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
31 dec. 1878.	1,253,994,648 91	45,326,614 71	3,868,246 66	49,194,861 37	13,831,697 »	63,026,558 37	974,120,087 59	34,868,559 73	28,157,998 64	55.32 %	44.68 %	5,476,939	5.14
31 dec. 1884.	1,768,022,048 91	62,294,231 80	5,698,095 65	67,992,327 45	13,831,697 »	81,824,024 45	1,245,590,712 44	42,799,324 21	39,024,700 24	52.31 %	47.69 %	5,784,958	6.75
31 dec. 1904.	3,117,038,048 12	92,411,342 09	9,605,295 69	102,016,637 78	14,118,806 »	116,135,443 78	2,143,311,413 89	93,023,839 41	23,111,604 37	80.10 %	19.90 %	7,074,910	3.27

(¹) Spoorwegen, postertijen, telegraphen en telefoon, zeewezen, privaat domein van Staat.

⁽¹⁾ Spoorwegen, posten, telegraphen en telefoon, zeewezen, privaat domein van Staat.

Dus, naarmate onze nationale schuld vermeedert met de kapitalen ontleend voor onze economische inrichting, ziet men de rechtstreeksche inkomsten van het nationaal domein vooruitgaan op zulke wijs, dat de werkelijk door den belastingschuldige gedragen last wegens interest en uitdelging der algeheele schuld, eene gestadige strekking tot vermindering heeft.

En de door de voorgaande tabel aangeduide uitslag zou nog gunstiger zijn indien het mogelijk ware rekening te houden van de onrechtstreeksche opbrengst der veelvuldige kapitalen besteed aan onrechtstreeks winstafwerpende uitgaven van huishoudkundige orde : banen, havens, bevaarbare waterwegen

Zooals ten huidigen dage in ons land met de leening wordt gehandeld, groeit den rijkdom der natie op driezijdige wijze aan.

Van eenen kant wordt door de leening te harer beschikking gesteld de inrichting die noodig is tot haren handel, hare nijverheid, tot haar huishoudkundige leven en uitzetting ;

Van eenen anderen kant, heeft zij tot uitslag van ten laatste de door de belasting te dragen lasten te verlichten.

Eindelijk, de leening komt hierop uit, dat op het einde van den tijd voor uitdelging, het gezamenlijk nationaal domein vermeerderd is met een volkomen lastvrij actief.

De Regeering vreest niet het te zeggen : 't is dank aan de rechtstreeksche of onrechtstreeksche opbrengst der kapitalen gebruikt tot het ontwikkelen der voortbrengende krachten van het volk, dat het haar mogelijk is geweest, zonder verhooging van het bedrag der belastingen, in de Algemeene Begrooting te brengen bijna 27 millioen lasten genomen op de Buitengewone Begrooting, en terzelfdertijd te voorzien in nieuwe lasten zooals eene vermeerdering van ongeveer 11 millioen wegens de vergelding in zake militie en een totale uitgaaf van 17 millioen voor de deelneming van den Staat bij de inrichting der ouderdomspensioenen, zonder gewag te maken van de normale toeneming der kredieten die moeten dienen voor de verschillende openbare diensten.

*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,*
C^{te} DE SMET DE NAEYER.

